



République du Mali
Un peuple- un but- une foi



**Autorité de Régulation des Marchés Publics et des
Délégations de Service Public (ARMDS)**

Audit de l'exécution physique des marchés passés par les Autorités Contractantes au titre de l'exercice budgétaire 2010

RAPPORT DE SYNTHÈSE

GROUPEMENT ICP- SARL - ERA BAKER TILLY



International Consultants for Procurement

Passation et gestion de marchés publics et privés

UNE REFERENCE DE STANDARD INTERNATIONAL

International Consultants for Procurement Sarl (ICP-SARL)
Hamdallaye ACI 2000, rue 430, Porte 79 Bamako (Mali)
Email : icpsarl@yahoo.fr/ info@icp-marchespblics.com



ERA
BAKER TILLY

ERA Audit & Expertise BAKER TILLY
Rue 1 X H Point E Dakar (Sénégal)
Email : contact@erabti.com

Opérations Techniques



RAPPORT FINAL

Mai 2014



RAPPORT FINAL DE SYNTHÈSE

Le présent rapport de synthèse final a pour objet de présenter les résultats de l'audit des marchés passés par dix-sept (17) des vingt (20) Autorités Contractantes au titre de l'exercice budgétaire 2010. Ce rapport prend en compte les observations formulées par les Autorités Contractantes et l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public (ARMDS).

Le document comprend les points suivants :

- ✚ un résumé du rapport ;
- ✚ l'introduction, le contexte et les objectifs de la mission ;
- ✚ la méthodologie utilisée ;
- ✚ les principaux constats ;
- ✚ les principales recommandations.

Ce rapport est complété par trois annexes : une note sur l'opinion de l'auditeur (Annexe 1), un plan d'action spécifique des principaux constats et recommandations de chaque Autorité Contractante auditée (Annexe 2) et les listes des marchés et contrats simplifiés audités pour chaque Autorité Contractante (Annexe 3).

NB : l'audit de conformité des procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés, de la période concernée, a fait l'objet d'un rapport séparé conformément aux termes de référence de la mission.



Sommaire

ABREVIATIONS ET ACRONYMES	4
RESUME	5
1 INTRODUCTION, CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	9
1.1 Introduction et contexte	9
1.2 Objectifs et périmètre de la mission	10
2 METHODOLOGIE	10
2.1 Echantillon des marchés audités	10
2.2 Prise de contacts	12
2.3 Contenu du présent rapport de synthèse et des rapports définitifs individuels par Autorité Contractante	14
2.4 Déroulement de la mission	14
3 PRINCIPAUX CONSTATS	15
4 RECOMMANDATIONS	17
ANNEXES	19
ANNEXES 1 : OPINION DE L'AUDITEUR	20
ANNEXE 2. PLAN D' ACTIONS DES PRINCIPAUX CONSTATS & RECOMMANDATIONS DE L'ENSEMBLE DES AUTORITES CONTRACTANTES AUDITEES	22
ANNEXE 3. PLAN D' ACTIONS SPECIFIQUES DES PRINCIPAUX CONSTATS & RECOMMANDATIONS DE CHAQUE AUTORITE CONTRACTANTE AUDITEE	24
ANNEXE 4. LISTE DES MARCHES AUDITES POUR CHAQUE AUTORITE CONTRACTANTE	42



ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AC	Autorité Contractante
ARMDS	Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public
CR	Conseil de Régulation
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DGMP-DSP	Direction Générale des Marchés Publics et des Délégations de Service Public
DRBK	Direction Régionale du Budget de Koulikoro
DRMP-DSP	Direction Régionale des Marchés Publics et des Délégations de Service Public
ICP	International Consultants for Procurement
INPS	Institut National de Prévoyance Sociale
MEALN	Ministère de l'Education, de l'Alphabétisation et des Langues Nationales
MEE	Ministère de l'Energie et de l'Eau
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
ORTM	Office de Radiodiffusion Télévision du Mali
PPM	Plan de Passation des Marchés



RESUME

L'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public (ARMDS), en application de l'article 2 (c) de la Loi N°08-023/ du 23 juillet 2008, a commandité un audit (le premier du genre en République du Mali) des marchés publics passés par vingt (20) Autorités Contractantes au titre de l'exercice budgétaire 2010.

Le groupement de cabinets **International Consultants for Procurement (ICP)** et **ERA audit & expertise BAKER TILLY**, suite à une procédure compétitive, a été sélectionné pour la réalisation de cette mission.

Le présent document de synthèse est relatif au rapport final de **l'audit de l'exécution physique** des marchés passés, au titre de l'exercice budgétaire 2010, par Dix Sept (17) des Vingt (20) Autorités Contractantes identifiées par le Conseil de Régulation (CR) de l'ARMDS lors de sa session extraordinaire du 19 juillet 2012.

De nombreuses remarques et observations que nous formulons dans ce rapport reflètent l'ensemble de nos constatations mais des différences existent d'une Autorité Contractante à une autre.

Notre opinion exprimée en annexe 1 intègre les observations formulées par les différentes Autorités Contractantes concernées par notre échantillon.

❖ UN CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE PEU FAVORABLE

La mission d'audit des marchés de l'exécution physique des marchés passés par les Autorités Contractantes retenues dans l'échantillon mentionné ci-dessus au titre de l'exercice budgétaire 2010 s'est déroulée dans un environnement socio - politique peu favorable à l'exécution d'une telle mission.

En effet, la crise institutionnelle et sécuritaire de mars 2012 et la valse de changements des agents et cadres des différents Ministères et structures avec leur corollaire d'instabilité des points focaux désignés pour faciliter la mission du consultant ont eu un impact très négatif sur les délais et la mise à disposition des informations requises.

❖ LA MISE A DISPOSITION DE L'INFORMATION

➤ *Une information difficile à réunir*

L'information fournie est, dans la grande majorité des cas, toujours restée, tant qualitativement que quantitativement, très en deçà du minimum requis pour ce type de mission avec toutefois une légère amélioration en 2010 (111 des dossiers reçus pour des indicateurs similaires oscillant autour de 75% à 80%).

La réunion technique préparatoire de lancement de la mission du 03 octobre 2012, qui devrait permettre de sensibiliser les Autorités Contractantes retenues dans l'échantillon afin de fournir une information complète dans des délais les plus courts possibles, n'a pas atteint l'objectif souhaité.

Les délais dans lesquels les documents relatifs aux marchés faisant l'objet de l'audit de l'exécution physique qui nous ont été fournis peuvent être résumés par le tableau suivant (toutes les Autorités Contractantes confondues) :

Mois	Nombre de dossiers obtenus	% par rapport au total de notre sélection (211 dossiers)	%cumulé
Octobre 2012	0	0,00	0,00
Novembre 2012	0	0,00	0,00
Décembre 2012	9	4,00	4,00
Janvier 2013	10	5,00	9,00
Février 2013	20	10,00	19,00
Mars 2013	25	12,00	31,00
Avril 2013	29	14,00	45,00
Mai 2013	18	8,00	53,00
Total	111	53,00	53,00

Cette situation a bien entendu eu pour conséquence de maintenir notre équipe d'Experts Domaines quasi-permanente sur une durée d'un peu plus de cinq (05) mois, d'autant plus que les informations du tableau ci-dessus ne donnent que la date de fourniture d'une première information souvent très limitée qui nous a conduit à effectuer de nombreuses relances et visites pour obtenir les compléments d'information que nous jugions nécessaires.

➤ *Une information incomplète d'une qualité insuffisante*

D'une façon générale, nous devons mentionner la qualité très insuffisante de l'information fournie. Cette situation met en relief de nombreuses faiblesses dans le suivi et le contrôle des marchés.

❖ **PRINCIPAUX CONSTATS**

- **Carence de l'archivage des documents des marchés et notamment de pièces indispensables au suivi et au contrôle des contrats de travaux, fournitures et prestations intellectuelles :** pour la plupart des marchés ayant fait l'objet de contrôle dans le cadre de nos travaux, de nombreux documents n'ont pu être mis à notre disposition, ce qui a constitué une véritable limitation à nos travaux (PV de réception, spécifications techniques, rapport d'exécution, plan de recollement etc.)
- **Absence de traçabilité de la destination finale et de l'utilisation des acquisitions :** la carence constatée ci-dessus en ce qui concerne l'archivage des pièces relatives aux marchés, combinée avec l'absence de mise à jour de la comptabilité matière au niveau de certaines Autorités Contractantes, ne permettent pas d'assurer la traçabilité des fournitures reçues au titre des marchés, et donc d'attester de leur affectation effective aux besoins à l'origine de leur acquisition. Même si l'effectivité des acquisitions peut-être attestée souvent à travers les procédures de Réception, il n'en est pas de même en ce qui concerne leur destination finale et leur utilisation, du fait de la carence de la Comptabilité Matière.



- **Mauvaise qualité de certains travaux exécutés** : des ouvrages réceptionnés dans certains cas sont de mauvaises qualités et souvent ne correspondent pas aux spécifications contractuelles.
- **Longs délais de réalisation et non application des pénalités de retard dans la majorité des cas** : les délais de réalisation ne sont quasiment jamais respectés (dépassement des délais de trois à six mois souvent plus allant au-delà d'un an pour certaines Autorités Contractantes), sans pour autant que les pénalités prévues au marché soient appliquées.
- **Absence de bureaux d'études pour le suivi et le contrôle des marchés de travaux** : Il a pu être constaté dans la plupart des dossiers revus, que l'option avait été prise de se passer de consultant ou de bureaux d'études spécialisés, en faisant assurer la maîtrise d'œuvre directement par des structures internes de l'Autorité Contractante. Si de telles pratiques permettent effectivement **a priori une économie**, en revanche, l'absence de consultant ou de bureaux d'études spécialisés assurant un contrôle du respect des dispositions contractuelles, conduit à la réalisation d'ouvrage dont la qualité technique laisse à désirer.
- **Niveau élevé de prix de certaines fournitures** : les prix de certaines fournitures dans des cas limités des marchés audités ont permis de se prononcer sur des niveaux de prix élevés par rapport à ceux pratiqués pour des fournitures similaires (des écarts pouvant aller jusqu'au-delà de 40%). Nos comparatifs de prix font apparaître une très nette corrélation entre prix élevés et marchés passés selon une procédure non compétitive.

❖ PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

- **Centralisation, gestion et archivage de la documentation : mettre en place un système de classement et d'archivage centralisé pour les documents relatifs aux marchés et contrats** : l' ARMDS devra éditer dans les plus brefs délais un « **manuel de classement et d'archivage des documents** » des marchés et contrats à l'intention de toutes les Autorités Contractantes afin de permettre la mise en place d'un système de classement harmonisé et centralisé au niveau des Directions des Finances et du Matériel (DFM) pour les Ministères et des Services Administratifs et/ou Financiers pour les Collectivités Locales et les Organismes Personnalisés.
- **Veiller à la mise à jour des documents de la Comptabilité Matière afin d'assurer la traçabilité des acquisitions** : utiliser pour chaque nouvelle acquisition les documents existants de la Comptabilité Matière (PV de réception, fiche de mise à consommation, fiche détenteur etc.) afin de s'assurer que (i) les fournitures sont effectivement livrées, et (ii) affectées aux besoins à l'origine de leur acquisition.



- **Faire superviser et contrôler l'exécution des travaux par un consultant ou un bureau de contrôle** : la désignation d'un bureau d'Ingénieurs inscrit à l'Ordre des Ingénieurs Conseils devrait être rendue obligatoire pour des marchés de bâtiments, de travaux et de génie civil dont les montants sont importants et présentant une certaine complexité.
- **Faire appliquer les pénalités de retard** : un suivi technique plus rigoureux doit être mis en place afin de faire respecter les délais contractuellement prévus. Il est clair que si les conditions ne sont pas respectées par l'Autorité Contractante (retards excessifs de règlement des factures, par exemple) le constat doit en être fait de manière formelle. Par ailleurs, les pénalités de retard contractuelles doivent être appliquées conformément aux marchés si la responsabilité du titulaire est engagée. La non application des pénalités doit être explicitée.
- **Faire de la mercuriale de prix un outil dynamique de contrôle de l'économie des offres de la commande publique** : associer la Direction Générale des Marchés Publics et des Délégations de Service public (DGMP-DSP) à l'élaboration et à la mise à jour (périodicité à déterminer mais au plus tard semestrielle) dudit document.



1 INTRODUCTION, CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 Introduction et contexte

La mission d'audit de l'exécution physique des marchés passés par les Dix Sept (17) Autorités Contractantes retenues finalement sur les Vingt (20), s'est déroulée sous la coordination générale du Groupement de Cabinets ICP SARL et ERA BAKER TILLY et conduite par les Experts du Bureau d'Ingénieurs Conseils AGORA CONSULTING.

Nous remercions toutes celles et tous ceux qui ont accepté de donner de leur temps et faciliter l'organisation des visites de sites quand cela a été possible. Nous avons su apprécier à sa juste valeur la qualité de l'accueil qui lui a été réservé et la pertinence des échanges avec les personnels des différentes Autorités Contractantes rencontrées.

La mission tient à préciser que les constats présentés ci-dessous et les insuffisances identifiées doivent être perçus comme des défis à relever dans le cadre des efforts déjà fournis par le Gouvernement Malien à travers les différentes réformes institutionnelles, légales et réglementaires engagées pour se doter d'un système national des marchés publics qui s'aligne sur les meilleurs standards internationaux.

Lors de sa session extraordinaire du 19 juillet 2012, le Conseil de Régulation (CR) a validé et arrêté, après examen, la liste des Autorités Contractantes à auditer au titre des marchés passés en 2009 et 2010 réparties comme suit :

- huit (08) Autorités Contractantes au titre de l'Administration Centrale et Déconcentrée ;
- six (06) Autorités Contractantes au titre des Organismes Personnalisés ;
- six (06) Autorités Contractantes au titre des Collectivités Locales.



LISTE DES AUTORITES CONTRACTANTES AUDITEES

Administrations Centrales et Déconcentrées	Organismes Personnalisés	Collectivités Locales
Ministère de l'Éducation, de l'Alphabétisation et des Langues Nationales	Hôpital Gabriel Touré	Mairie du District de Bamako
Ministère de la Santé	Hôpital Point G	Mairie de la Commune III du District de Bamako
Ministère de l'Énergie et de l'Eau	Université de Bamako	Mairie de la Commune VI du District de Bamako
Ministère de l'Équipement et des Transports	Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)	Conseil Régional de Koulikoro
Ministère de l'Économie et des Finances	Office de Radiodiffusion Télévision du Mali	Mairie de Ségou
Ministère de l'Agriculture	Institut National de Prévoyance Sociale	Conseil Régional de Ségou
Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales		
Direction Régionale du Budget de Koulikoro		

1.2 Objectifs et périmètre de la mission

L'objectif principal de cette mission d'audit de l'exécution physique est de vérifier la qualité et la matérialité des travaux, fournitures et prestations intellectuelles conformément aux spécifications techniques et aux clauses contractuelles.

Notre mission a porté principalement sur :

- la vérification quantitative et qualitative des contrats et marchés sélectionnés ;
- les constats identifiés et la formulation des recommandations ;
- l'opinion et les réserves de l'auditeur après réception des commentaires et observations des Autorités Contractantes sur les rapports individuels respectifs reçus.

2 METHODOLOGIE

2.1 Echantillon des marchés audités

L'échantillon des marchés à auditer a été transmis aux différentes Autorités Contractantes avant le début effectif de la mission. En effet, un échantillon représentatif, de **cent onze** (111) marchés pour un montant de **Vingt-Six Milliards Huit Cent Soixante-Trois Millions Six Cent Quarante Mille Deux Cent Quatre-Vingt** (26.863.640.280) francs CFA, a été sélectionné en vue de vérifier la qualité et la matérialité des prestations conformément aux

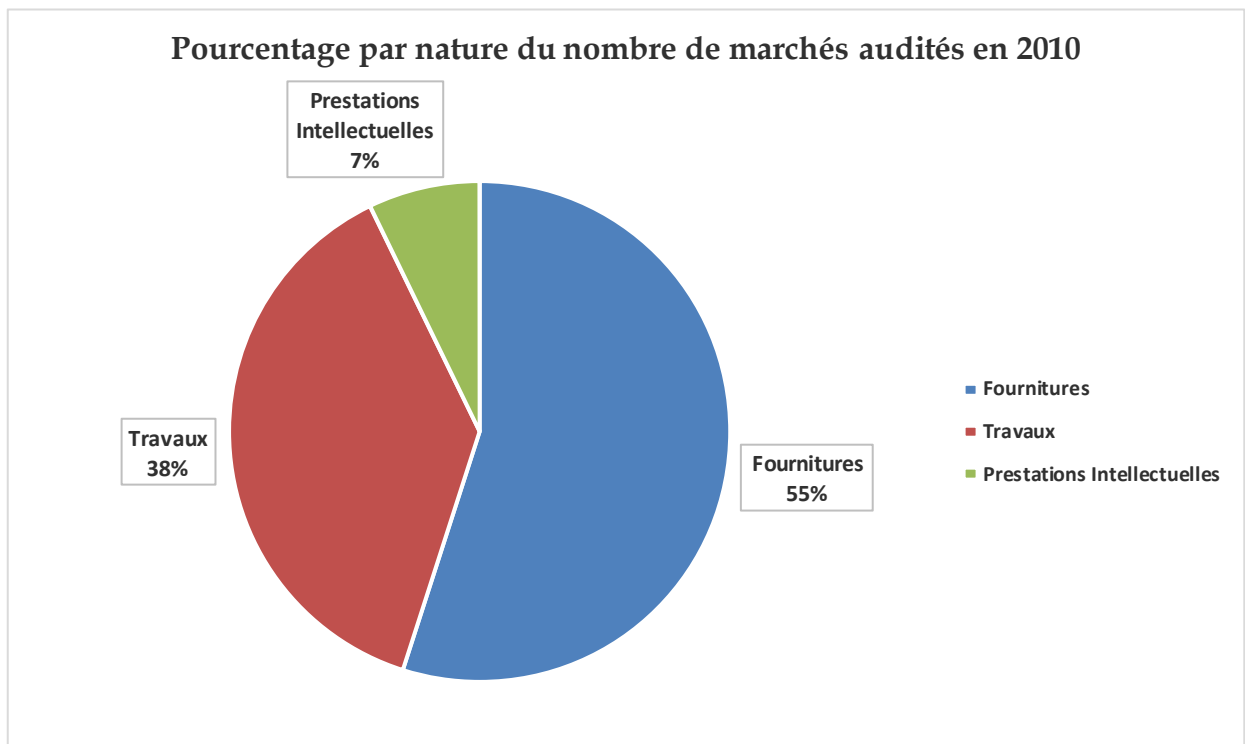
spécifications techniques et aux clauses contractuelles (voir en annexe la liste de l'échantillon des marchés audités).

Cet échantillon révisé après retraitement pour tenir compte des contrats non éligibles au contrôle physique (nettoyage, désherbage, gardiennage, fournitures fongibles à consommation immédiate etc.) se décompose comme suit :

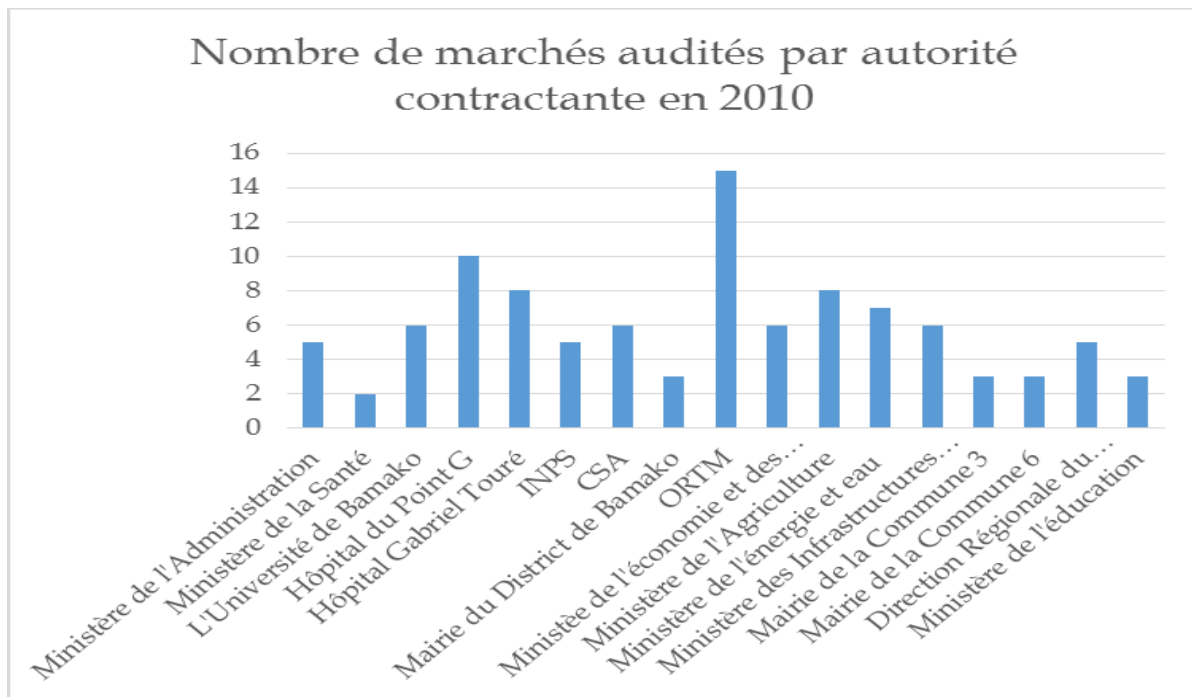
- **soixante et un** (61) marchés de fournitures ;
- **quarante-deux** (42) marchés de travaux ;
- **huit** (08) marchés de prestations intellectuelles.

Illustration par nature en pourcentage du nombre de marchés passés en 2010

Graphique en nombre des marchés audités en 2010



Graphique en nombre de marchés audités par Autorité Contractante en 2010



2.2 **Prise de contacts**

➤ *Approche contradictoire*

Ce type de mission requiert la pleine collaboration de l'Autorité Contractante. A ce titre, il a été planifié une réunion de démarrage de la mission au cours de laquelle, notre équipe :

- s'est assurée que chaque Autorité Contractante disposait bien des termes de référence de la mission ;
- a rappelé le périmètre de la mission ;
- a insisté sur le partage préalable des résultats de la revue avant la production du rapport final ;
- a confirmé avec l'Autorité Contractante le calendrier des visites de sites et les conditions logistiques y afférentes ;
- a demandé les documents suivants :
 - Plan de Passation des Marchés ;
 - liste des marchés passés.

➤ *Rencontres dans les départements en vue du démarrage des travaux de collecte des données sur le terrain*

Au cours de tous les contrôles notre équipe a été guidée / accompagnée sur les sites par le personnel désigné par l'Autorité Contractante.



➤ *Revue Documentaire*

Le consultant a procédé à la collecte et à l'analyse de la documentation existante se rapportant à l'objet de la mission (marchés y compris plans éventuels, devis descriptifs et estimatifs, rapports journaliers de chantiers, PV de visites de chantiers et de réception, rapports périodiques). Le constat fait au cours de cette étape, réside dans l'insuffisance, voir l'absence totale des documents ayant servi de support à la réalisation des travaux et au suivi d'exécution des ouvrages.

En effet, il arrive même que le contrat relatif aux travaux fasse défaut ; et quand il existe, des données capitales comme la nature, la qualité et les quantités des ouvrages à exécuter n'existent pas, ce qui limite la tâche de l'auditeur pour les comparaisons entre les prévisions et les réalisations.

Plus spécifiquement, s'agissant des marchés de travaux, la mission a pu se procurer les contrats de contrôle et les termes de référence (TdR) assignés aux bureaux de contrôle des travaux ; mais dans de nombreux cas, il ne lui a pas été communiqué les cahiers de chantier relatant les événements survenus pendant l'exécution des travaux. L'auditeur n'a donc pas été en mesure d'apprécier objectivement le comportement des différents protagonistes qui sont intervenus pendant la vie des chantiers afin de se faire une opinion sur les actes positifs ou préjudiciables posés par les uns et les autres et qui ont pu influencer le bon déroulement des activités.

Pour les marchés de fournitures, la plupart des contrats ne comportent pas de spécifications techniques permettant à l'auditeur de faire le diagnostic sur l'état des équipements, leur état actuel, compte tenu de leur âge et de leurs conditions d'utilisation.

Concernant les marchés de prestations intellectuelles, l'absence de rapports (provisoire ou final) a rendu difficile les analyses des honoraires des consultants, la description et l'étendue initiale de la mission au regard des prestations effectivement réalisées.

➤ *Collecte des données sur le terrain*

Cette tâche s'est résumée à l'information des services concernés avant le déplacement de l'Expert sur le terrain ; ainsi, à la demande de l'auditeur, des lettres ont été adressées par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public (ARMDS) aux entités administratives responsables des marchés ciblés.

Après quoi, des points focaux ont été identifiés afin de faciliter l'accès de l'auditeur aux ouvrages et aux documents et permettre des échanges avec les personnes ressources.

➤ *Mission de terrain*

Après avoir pris connaissance de la documentation existante se rapportant à la mission, un programme de visites des différents sites a été élaboré en concertation avec l'Autorité Contractante.

Les informations obtenues au cours de cette étape ont été recueillies à partir :

- des constatations faites sur place par l'auditeur ;
- des entretiens avec les services techniques locaux ayant été impliqués dans le processus d'exécution des contrats ;
- des entretiens avec les représentants des bénéficiaires des opérations.

2.3 **Contenu du présent rapport de synthèse et des rapports définitifs individuels par Autorité Contractante**

La mission aborde, comme précisé plus haut, dans ce document, exclusivement, la synthèse des rapports individuels élaborés pour les Dix Sept (17) Autorités Contractantes ayant fait l'objet d'un contrôle quantitatif et qualitatif de leurs marchés (travaux, fournitures et prestations intellectuelles) passés au titre de l'exercice budgétaire 2010.

2.4 **Déroulement de la mission**

La démarche ci-dessus décrite n'a pas toujours pu être exécutée dans sa totalité. Car, l'équipe des auditeurs dans certains cas n'a pu avoir accès pour différentes raisons soit aux sites (travaux), soit aux équipements (fournitures) soit aux rapports (prestations intellectuelles).

En tout état de cause, lorsque cela était possible, nous avons procédé aux contrôles sur les sites des entités bénéficiaires. Ces opérations nous ont permis de :

- Contrôler par comparaison et réconciliation, les dépenses réellement effectuées pour les marchés de fournitures, travaux et prestations intellectuelles avec les dispositions contractuelles de ces marchés afin de vérifier que les fonds ont été utilisés aux fins prévues ;
- Emettre un diagnostic sur l'état des ouvrages et des équipements majeurs des marchés, par référence à leur prix, à leur descriptif dans les marchés et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leur taux d'utilisation ;
- Nous assurer de la conformité de la réception, de la livraison ou l'achèvement des travaux, biens et services, avec les spécifications du marché et les normes techniques ;
- Porter une opinion sur la justification technique et le montant des avenants et ordres de services signés.



Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté essentiellement sur :

- La conformité physique des travaux effectués avec les procès-verbaux de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle des travaux aux différentes phases de déroulement du marché par rapport aux constatations physiques pouvant être faites ;
- L'état normal des ouvrages à ce jour, compte tenu des procédés utilisés, des choix qualitatifs effectués, du prix payé et de l'utilisation de l'ouvrage ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques, par référence au prix du marché ;
- La mise à jour d'éventuelles malfaçons évidentes, pouvant ouvrir dans certains cas droit à réclamation ;
- Le caractère de dangerosité pouvant être présenté par certains ouvrages.

3 PRINCIPAUX CONSTATS

- **Absence d'un système de classement et d'archivage opérationnel dans l'ensemble des Autorités Contractantes auditées :** des documents indispensables pour la gestion des contrats et le suivi de l'exécution des marchés de travaux dans la majorité des cas ne sont pas disponibles. **Illustration :** le marché N°0408DGMP 2010 du Centre Hospitalier Universitaire du Point G pour les Travaux de construction d'un Nouveau bâtiment R+1 pour le service de neurologie au Point G d'un montant de 506 634 500 FCFA TTC attribué à l'entreprise ECONI (pas de procès-verbal de réception provisoire et définitive ; pas de plan d'exécution ; pas de plan de recollement ni de rapport de fin de chantier).
- **Absence de bureaux de contrôle, dans la plupart des cas, pour le suivi de l'exécution des marchés importants et/ou complexes :** cette absence ne permet pas toujours le respect de certaines normes et ne garantit pas la qualité des travaux exécutés. **Illustration :** le marché N° 0640-DGMP 2010 de l'Université de Bamako pour la réalisation de travaux de réhabilitation et de surélévation R+1 et R+2 du bloc pédagogique (FAST) d'un montant de 249 683 688 FCFA TTC attribué à l'Entreprise Sambou Coulibaly, a été exécuté sans le recrutement d'un bureau d'Ingénieur Conseil pour le suivi et le contrôle des travaux.
- **Dépassements importants des délais contractuels et non application des pénalités de retard :** de nombreux retards sont constatés dans les délais d'exécution de travaux sans que cela ne donne lieu ni à l'application d'aucune pénalité de retard ni à des notes d'explication. **Illustration :** le marché N° 0931-DGMP 2010 du Ministère de la Santé pour la réalisation de travaux de

construction du centre de santé de référence de la commune II du District de Bamako d'un montant de : 699 201 170 FCFA TTC attribué à l'entreprise ETAF Sarl, pour un délai d'exécution fixé au 13/11/2011 est toujours en cours d'exécution plus de 19 mois après le démarrage du chantier. Cette situation n'a donné lieu à l'application d'aucune pénalité de retard et les informations disponibles n'expliquent pas les raisons d'un tel dépassement.

- **Mauvaise qualité constatée dans l'exécution de certains travaux et des fournitures livrées :** les travaux réalisés ne toujours sont pas toujours satisfaisant et souvent aucun contrôle n'est fait afin de s'assurer de leur qualité. **Illustration :** le marché N° 1103 DGMP 2010 de l'Hôpital Gabriel Touré pour Fourniture d'équipement gynéco-obstétrique pour un montant de 152 620 505 FCFA TT Attribué à l'entreprise Cissé Technologie (CTECH). Cet équipement n'était pas fonctionnel à notre passage.
- **Difficultés à vérifier la destination finale des fournitures livrées aux bénéficiaires finaux :** aucun document disponible ne permet de faire la traçabilité jusqu'aux destinataires finaux. **Illustration :** le marché N° 0166 DGMP 2010 du Ministère de l'Agriculture pour la fourniture de Deux Cent Cinquante motos et un véhicule léger destiné à la Direction Nationale de l'Agriculture d'un montant de 173 359 700 CFA TTC attribué aux Etablissements Ba Bouya Sylla. Dans ce marché la mission n'a pu obtenir aucun document authentique qui permet la traçabilité jusqu'aux bénéficiaires finaux.
- **Coûts unitaires élevés de certaines fournitures livrées :** certaines fournitures semblent avoir été acquises à des coûts élevés par comparaison aux prix des équipements similaires. **Illustration :** le marché N° 01 DGMP 2010 du Commissariat à la Sécurité Alimentaire pour la fourniture d'une Toyota land cruiser, d'une Toyota Hilux et d'une Toyota Corolla pour un montant de 145 250 000 F CFA TTC attribué à la société CFAO Motors. Or, selon les informations recueillies un véhicule Toyota land cruiser vaut 40 millions TTC et un véhicule Toyota Hilux coûte 18 millions TTC, et une Toyota Corolla coûte 18 millions soit un montant total de 76 millions donc un surcoût de 52% sur ce marché.
- **Prestations intellectuelles non réalisées mais payées :** bien que les prestations prévues soient payées intégralement, les services de formation n'ont pas été rendus. **Illustration :** le marché N° 0043 2010 MATCL-DAF-DME du Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales pour la réalisation d'un service de formation sur le logiciel Linux d'un montant de 5 664 000 FCFA TTC attribué à la société Général Computech n'a pas été prestée et le rapport de la formation prévu n'est pas disponible.
- **Travaux de constructions inachevés :** certains travaux n'ont pas été menés à leur terme. **Illustration :** le marché N° 0001 DRMP-DSP 2010 de la Direction Régionale du Budget de Koulikoro pour la réfection, embellissement des bâtiments, la réalisation d'un accotement de voies et les réparations diverses dans la région de Koulikoro dans le cadre du cinquanteaire de

l'indépendance à Kati et Kolokani d'un montant de 102 421 542 FCFA TTC attribué à la société EWADIS Sarl. Divers travaux ne sont pas terminés (hauteur des murs) et d'autres inexécutés (rénovation du bureau des Services de l'Élevage à Kati et des postes à Kolokani).

- **Fournitures non livrées aux services bénéficiaires** : certaines fournitures sont stockées dans les magasins alors que ces acquisitions étaient sensées satisfaire des besoins. A titre d'exemple, le marché N°0566/DGMP 2010 du Ministère de l'Éducation Nationale relatif à la fourniture et livraison sur sites de manuels scolaires, montant : 714.508.266 F CFA, titulaire : Editions Manding.

4 RECOMMANDATIONS

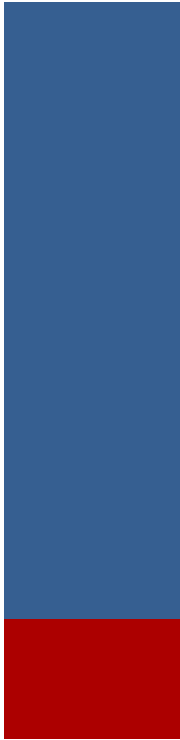
- **Centralisation, gestion et archivage de la documentation : mettre en place un système de classement et d'archivage centralisé pour les documents relatifs aux marchés et contrats** : l'ARMDS devra éditer dans les plus brefs délais un « **manuel de classement et d'archivage des documents** » des marchés et contrats à l'intention de toutes les Autorités Contractantes afin de permettre la mise en place d'un système de classement harmonisé et centralisé au niveau des DFM pour les Ministères et des Services Administratifs et/ou Financiers pour les Collectivités Locales et les Organismes Personnalisés.
- **Veiller à la mise à jour des documents de la Comptabilité Matière afin d'assurer la traçabilité des acquisitions** : utiliser pour chaque nouvelle acquisition les documents existants de la Comptabilité Matière (PV de réception, fiche de mise à consommation, fiche détenteur etc.) afin de s'assurer que (i) les fournitures sont effectivement livrées, et (ii) affectées aux besoins à l'origine de leur acquisition.
- **Faire superviser et contrôler l'exécution des travaux par un consultant ou un bureau de contrôle** : la désignation d'un consultant ou d'un bureau d'études devrait être rendue obligatoire pour des marchés de bâtiments, de travaux et de génie civil présentant une complexité et/ou dont le montant à déterminer est important.
- **Faire appliquer les pénalités de retard** : un suivi technique plus rigoureux doit être mis en place afin de faire respecter les délais contractuellement prévus. Il est clair que si les conditions ne sont pas respectées par l'Autorité Contractante (règlement, par exemple) ce non-respect doit prolonger les délais d'autant : en revanche, le constat doit en être fait de manière écrite et constatée. Par ailleurs, les pénalités contractuelles doivent être appliquées conformément aux marchés si la responsabilité du titulaire est engagée. La non application des pénalités doit être explicitée.
- **Faire de la mercuriale de prix un outil dynamique de contrôle de l'économie des offres de la commande publique** : associer la Direction Générale des Marchés Publics à l'élaboration et à la mise à jour (périodicité trimestrielle) dudit document.



- **Livrer les fournitures conformément aux quantités et aux lieux convenus prévus dans les contrats** : suivre la livraison à destination de fournitures et s'assurer que les quantités livrées sont celles exigées.



ANNEXES



ANNEXES 1 : OPINION DE L'AUDITEUR

OPINION DE L'AUDITEUR

Conformément à la mission commanditée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public (ARMDSP), nous avons procédé à l'audit de l'exécution physique des marchés passés par dix-sept (17) des vingt (20) Autorités Contractantes pour l'exercice 2010.

Il s'est agi de vérifier la qualité et la matérialité des travaux, fournitures et prestations intellectuelles conformément aux spécifications techniques et aux clauses contractuelles afin d'exprimer une opinion motivée.

Nous estimons que nos contrôles permettent de fournir une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Les travaux ainsi effectués dans le cadre de cet audit appellent de notre part les remarques et observations suivantes :

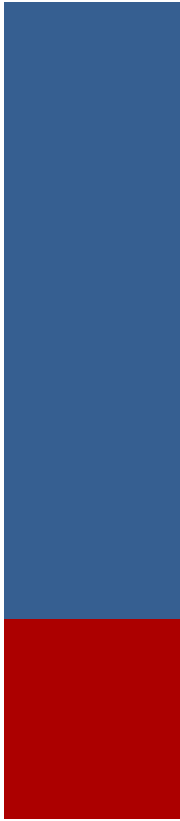
1. LIMITES A L'ETENDUE DE L'AUDIT ET DOMAINE D'INCERTITUDES SUBSISTANT A L'ISSUE DE LA MISSION

- La totalité des Autorités Contractantes retenue dans l'échantillon n'a pas été auditée. En effet, pour trois (03) Autorités Contractantes (Conseil Régional de Ségou, Conseil Régional de Koulikoro et Mairie de Ségou) l'audit de l'exécution physique n'a pu être réalisé.

2. RESERVES

- **Les dépassements importants des délais contractuels (plus de cinq (05) mois) et la non application des pénalités de retard** sans explication sont symptomatiques de l'inefficacité de l'exécution des marchés et contrats simplifiés. Les fournitures ne sont pas livrées dans les délais contractuels requis et les infrastructures ne sont pas mises à temps à la disposition des populations bénéficiaires.
- **Les fournitures livrées n'arrivent pas toujours au bénéficiaire final et la mauvaise tenue ou le refus d'utiliser** les outils de traçabilité de la comptabilité matière participent à rendre non transparent tout le processus de livraison des équipements pour les fins auxquelles ils ont été acquis.
- **La mauvaise qualité des travaux lorsqu'ils sont réalisés et/ou les travaux de constructions inachevés** posent le problème d'une insuffisance de suivi des travaux et occasionnent des pertes importantes de ressources pour l'Etat.

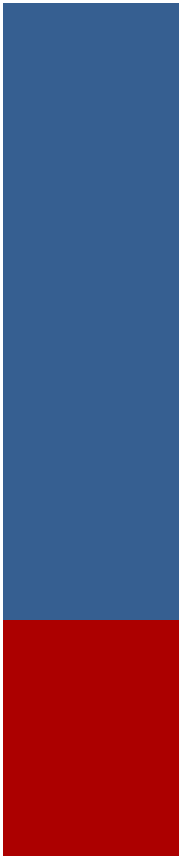
Il ressort de ce qui précède que nous ne pouvons attester que les acquisitions de biens et services (fournitures, travaux et prestations intellectuelles) effectuées dans le cadre des marchés passés au titre de l'exercice budgétaire 2010 ont été affectées aux besoins à l'origine de leur acquisition / réalisation.



ANNEXE 2. PLAN D' ACTIONS DES PRINCIPAUX CONSTATS & RECOMMANDATIONS DE L'ENSEMBLE DES AUTORITES CONTRACTANTES AUDITEES



CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ECHEANCE	FACTEURS DE RISQUE
Carences de l'archivage des documents des marchés et notamment de pièces indispensables au suivi et au contrôle des contrats de travaux, fournitures et prestations intellectuelles.	Centralisation, gestion et archivage de la documentation : mettre en place un système de classement et d'archivage centralisé pour les documents relatifs aux marchés et contrats.	Exercice budgétaire 2015.	Non budgétisation de l'activité et disponibilité du manuel de classement à élaborer par l'ARMDS.
Absence de traçabilité de l'utilisation des acquisitions.	Veiller à la mise à jour et à l'application effective des documents de la Comptabilité Matière afin d'assurer la traçabilité des acquisitions.	Exercice budgétaire 2014.	Aucun.
Mauvaise qualité de certains travaux exécutés.	Veiller à la qualité des travaux exécutés en mettant en place un système de contrôle et de suivi rigoureux.	Immédiat.	Aucun.
Longs délais de réalisation et non application des pénalités de retard dans la majorité des cas.	Faire appliquer les pénalités de retard conformément aux marchés si la responsabilité du titulaire est engagée.	Immédiat.	Aucun.
Absence de bureau d'études pour le suivi et le contrôle des marchés de travaux.	Faire superviser et contrôler l'exécution des travaux par un consultant ou un bureau de contrôle.	Immédiat.	Aucun.
Niveau élevé de prix de certaines fournitures.	Faire de la mercuriale de prix un outil dynamique de contrôle de l'économie des offres de la commande publique.	Exercice budgétaire 2014.	Coordination des structures à impliquer dans le processus d'élaboration du document.



**ANNEXE 3. PLAN D' ACTIONS SPECIFIQUES DES PRINCIPAUX
CONSTATS & RECOMMANDATIONS DE CHAQUE
AUTORITE CONTRACTANTE AUDITEE**



CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ECHEANCE	FACTEURS DE RISQUE
Informations difficiles à réunir, incomplètes et d'une qualité insuffisante.	Mettre en place un système de classement et d'archivage structuré respectant la logique chronologique des documents.	Exercice budgétaire 2015.	Budgétisation de l'activité.
Dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés et non application des pénalités de retard.	Appliquer les pénalités de retard en cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés ou rédiger une note technique explicative en cas de non application de cette disposition.	Immédiat.	Aucun.
Absence de documents importants indispensables pendant ou à la fin de l'exécution des marchés de travaux.	Exiger le plan d'exécution, de recollement, les différents rapports de chantier, les PV de réception provisoire et finale.	Immédiat.	Maitrise de la gestion de l'exécution physique des marchés de travaux.
Non organisation des réceptions définitives des travaux alors que les délais sont largement dépassés.	Organiser systématiquement la réception définitive des travaux un an après la réception provisoire desdits travaux.	Immédiat.	Aucun.
Absence des PV de réception des fournitures et donc manque de traçabilité des équipements destinés aux bénéficiaires finaux.	Les PV de réception des fournitures livrées doivent être disponibles et permettre de connaître la destination finale des équipements livrés.	Immédiat.	Absence ou système de classement d'archivage non opérationnel.
Pas de bureaux ou de structures pour le contrôle et le suivi des travaux.	Recruter des Bureaux d'Ingénieurs Agréés pour le contrôle et le suivi des travaux pour s'assurer de la conformité des réalisations.	Immédiat.	Inscription et/ou disponibilité de ressources financière.



Mairie de la Commune VI du District de Bamako

CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ECHEANCE	FACTEURS DE RISQUE
Informations difficiles à réunir, incomplètes et d'une qualité insuffisante.	Mettre en place un système de classement et d'archivage structuré respectant la logique chronologique des documents.	Exercice budgétaire 2015.	Non budgétisation de l'activité.
Dépassements incompréhensibles des délais contractuels d'exécution des marchés (entre 162 et 279 jours) et non application des pénalités de retard.	Procéder à un contrôle strict de l'exécution des marchés afin de faire respecter les délais d'exécution prévus dans le contrat. En cas de dépassement appliquer les pénalités ou dans le cas contraire rédiger une note technique explicative de cette renonciation.	Immédiat.	Aucun.
Absence de documents importants indispensables pendant ou à la fin de l'exécution des marchés de travaux.	Exiger le plan d'exécution, de recollement, les rapports de chantier, et les procès-verbaux de réception provisoire et finale.	Immédiat.	Aucun.
Attribution au bureau de contrôle BETEC de tous les contrats de suivi de l'exécution des marchés de travaux.	Ouvrir à la concurrence la plus large possible le recrutement des bureaux de contrôle des marchés de travaux.	Immédiat.	Aucun.
L'utilisation systématique des marchés de type mixte pour la construction des salles de classe et la fourniture d'équipements divers sans véritable réalisation d'économie d'échelle pour la commune.	Ne recourir au marché de type mixte que lorsque les fournitures et les équipements à livrer sont accessoires (tant au niveau du montant que de la nature et de la spécialité des fournitures requis).	Immédiat.	Aucun.



District de Bamako

CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ECHEANCE	FACTEURS DE RISQUE
Informations difficiles à réunir, incomplètes et d'une qualité insuffisante.	Mettre en place un système de classement et d'archivage structuré respectant la logique chronologique des documents.	Exercice budgétaire 2015.	Non budgétisation de l'activité
Dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés et non application des pénalités de retard	Appliquer les pénalités de retard en cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés ou rédiger une note technique explicative en cas de non application de cette disposition.	Immédiat.	Aucun.
Absence de documents importants indispensables pendant ou à la fin de l'exécution des marchés de travaux	Exiger le plan d'exécution, de recollement, les rapports de chantier, et les procès-verbaux de réception provisoire et finale.	Immédiat.	Aucun.
Absence de spécifications techniques des fournitures dans la plupart des dossiers de consultation fournitures.	Indiquer dans les dossiers de consultation les spécifications techniques des fournitures à acquérir afin de faciliter le contrôle a posteriori entre le prévu et le réalisé.	Immédiat.	Aucun.
Pas de bureau pour le contrôle de l'exécution des travaux	Prévoir la présence d'un bureau de contrôle et de suivi (interne ou externe) lors de l'exécution des marchés de travaux.	Immédiat.	Non disponibilité de ressources financières ou non programmation budgétaire.



Ministère de la Santé

CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ECHEANCE	FACTEURS DE RISQUE
Informations difficiles à réunir, incomplètes et d'une qualité insuffisante	Mettre en place un système de classement et d'archivage structuré respectant la logique chronologique des documents.	Exercice budgétaire 2015.	Non budgétisation de l'activité.
Dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés et non application des pénalités de retard.	Appliquer les pénalités de retard en cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés ou rédiger une note technique explicative en cas de non application de cette disposition.	Immédiat.	Aucun.
Absence de documents importants indispensables pendant ou à la fin de l'exécution des marchés de travaux.	Exiger le plan d'exécution, de récolement, les rapports de chantier et les procès-verbaux de réception provisoire et finale	Immédiat.	Aucun.
Aucune traçabilité des fournitures livrées aux structures bénéficiaires en l'absence de document y afférent.	Faire décharger aux différentes structures bénéficiaires des équipements et autres fournitures des attestations de réception des fournitures concernées (PV de réception, bordereau de réception ou document valant décharge).	Immédiat.	Aucun.
Les travaux de construction du Centre de Santé de Référence de la Commune II de la Direction Régionale de Bamako ne sont toujours pas terminés plus d'une année après leur démarrage.	Achever les travaux de construction de ce CSRéf ou résilier le marché et relancer le processus conformément aux différentes options prévues par le Code des Marchés Publics.	Immédiat.	Insuffisance des ressources financières, problème d'inscription budgétaire et inventaire entre exécution physique et financière défavorable.



Hôpital Gabriel Touré

CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ECHEANCE	FACTEURS DE RISQUE
Information difficile à réunir, incomplète et d'une qualité insuffisante.	Mettre en place un système de classement et d'archivage structuré respectant la logique chronologique des documents.	Exercice budgétaire 2015.	Non budgétisation de l'activité
Dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés et non application des pénalités de retard.	Appliquer les pénalités de retard en cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés ou rédiger une note technique explicative en cas de non application de cette disposition.	Immédiat.	Aucun
Absence de documents importants indispensables pendant ou à la fin de l'exécution des marchés de travaux.	Exiger le plan d'exécution, de recollement, les rapports de chantier, et les procès-verbaux de réception provisoire et finale.	Immédiat.	Aucun
Non implication des services techniques dans l'élaboration des cahiers de charges et le processus de désignation des entreprises/fournisseurs/	Faire participer les services techniques au processus de passation des marchés notamment dans l'appui à l'élaboration des cahiers de charges et à la sélection des entreprises/fournisseurs.	Immédiat.	Aucun
Les marchés de travaux ou de fournitures objet de notre échantillon sont attribués presque toujours aux mêmes entreprises (BEGNE NIARE) et fournisseur (CISSE TECHNOLOGIE).	Faire jouer la concurrence la plus large possible afin de permettre un rapport qualité/ prix favorable à l'Autorité Contractante.	Immédiat.	Aucun.



Centre Hospitalier Universitaire du Point G

CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ECHEANCE	FACTEURS DE RISQUE
Informations difficiles à réunir, incomplètes et d'une qualité insuffisante.	Mettre en place un système de classement et d'archivage structuré respectant la logique chronologique des documents.	Exercice budgétaire 2015.	Non budgétisation de l'activité.
Dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés et non application des pénalités de retard.	Appliquer les pénalités de retard en cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés ou rédiger une note technique explicative en cas de non application de cette disposition.	Immédiat.	Aucun.
Absence de documents importants indispensables pendant ou à la fin de l'exécution des marchés de travaux.	Exiger le plan d'exécution, de recollement et les rapports de chantier, et les procès-verbaux de réception provisoire et finale.	Immédiat.	Aucun.
Qualité très insuffisante des travaux exécutés (mauvaise finition, apparition de fissures à certains endroits etc.).	Assurer la qualité des travaux exécutés par le recrutement d'un bureau (externe) ou d'une structure (interne) de contrôle.	Exercice budgétaire 2014.	Disponibilité de compétence au niveau interne ou recrutement d'un bureau d'étude externe (Insuffisance des ressources financières, problème d'inscription budgétaire).
Pas de réception technique pour les marchés après le délai contractuel prévu à cet effet.	Procéder systématiquement aux réceptions provisoires de tous les marchés concernés.	Immédiat.	Aucun.



Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales

CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ECHEANCE	FACTEURS DE RISQUE
Informations difficiles à réunir, incomplète et d'une qualité insuffisante.	Mettre en place un système de classement et d'archivage structuré respectant la logique chronologique des documents.	Exercice budgétaire 2015.	Non budgétisation de l'activité et/ou absence d'expertise en archivage au niveau interne.
Les fournitures de bureau pour l'équipement du siège de l'Etat Civil n'ont pas été livrées conformément au marché et il n'y a pas de concordance entre les quantités livrées et celles prévues.	Exiger des PV de réception retraçant au moins la nature et les quantités du matériel reçu par chaque bénéficiaire.	Immédiat.	Aucun.
Coût très élevé des acquisitions dans certains cas (achat d'un véhicule 4X4 station wagon à plus de 65 millions de francs CFA)	Organiser la concurrence la plus large possible afin d'obtenir un rapport qualité/prix avantageux pour l'Administration.	Immédiat.	Aucun.
Absence de documents permettant de reconstituer l'historique de l'exécution des travaux de construction (PV réception provisoire/définitive ; plan d'exécution, plan de recollement...)	Idem recommandation sur le système de classement et d'archivage.	Immédiat.	Absence de bureau de contrôle.
Le montant du contrat (2,2 milliards) et celui effectivement payé (1,9 milliards) ne sont pas concordants. Aucune note pour expliquer cette divergence.	Veiller à ce que l'exécution financière soit conforme aux dispositions du marché et en cas de divergence entre le prix dans le contrat et le prix de règlement prévoir une note explicative.	Immédiat.	Aucun.
Pas de bureau d'études dans la plupart des marchés pour le contrôle de l'exécution des travaux	Prévoir la présence d'un bureau de contrôle et de suivi (interne ou externe) lors de l'exécution des marchés de travaux.	Immédiat	Non disponibilité de ressources financières ou non programmation budgétaire.
Pas de rapport sur la formation des Agents du Ministère sur le logiciel LINUX	Mettre à disposition le rapport sur la formation sur le logiciel LINUX.	Immédiat.	Aucun.



Ministère de l'Énergie et de l'Eau

CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ECHEANCE	FACTEURS DE RISQUE
Informations difficiles à réunir, incomplètes et d'une qualité insuffisante	Mettre en place un système de classement et d'archivage structuré respectant la logique chronologique des documents.	Exercice budgétaire 2015.	Non budgétisation de l'activité.
Mauvaise qualité des travaux exécutés.	Prévoir un bureau d'étude pour le contrôle des marchés de travaux afin d'en garantir la qualité.	Immédiat.	Non disponibilité de ressources financières ou non programmation budgétaire.
Toyota land cruiser BJ vendu TTC mais non dédouané à la livraison.	Faire dédouaner la Toyota BJ par le titulaire du marché en question.	Immédiat.	Aucun.
Le marché relatif à l'acquisition de matériels et consommables informatiques du Ministère de l'Énergie et de l'Eau a été exécuté très partiellement.	Diligenter un contrôle (inspection générale ou bureau du vérificateur) complémentaire afin de savoir où se trouvent les 19 ordinateurs portables, les 30 ordinateurs de bureau et les 100 imprimantes non livrés.	Immédiat.	Aucun.
Absence de spécifications techniques des fournitures dans la plupart des dossiers de consultation des marchés de fournitures.	Indiquer dans les dossiers de consultation les spécifications techniques des fournitures à acquérir afin de faciliter le contrôle a posteriori entre le prévu et le réalisé.	Immédiat.	Aucun.
Pas de bureau d'études pour le contrôle de l'exécution des travaux.	Prévoir la présence d'un bureau de contrôle et de suivi (interne ou externe) lors de l'exécution des marchés de travaux.	Immédiat.	Non disponibilité de ressources financières ou non programmation budgétaire.



Ministère de l'Équipement et des Transports

CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ECHEANCE	FACTEURS DE RISQUE
Absence des documents nécessaires au contrôle physique de l'auditeur (PV réception, plan d'exécution, plan de récolement, rapports d'essais). Ces documents auraient été détruits lors des événements du 22 mars 2012. Au moment de la rédaction du présent rapport l'Autorité Contractante a transmis à la mission un procès-verbal d'Huissier attestant ses affirmations.	Reconstituer tous les documents (en faisant appel à tous les autres destinataires desdits documents).	Fin exercice budgétaire 2014	Aucun.



Institut National de Prévoyance Sociale

CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ECHEANCE	FACTEURS DE RISQUE
Informations difficiles à réunir, incomplètes et d'une qualité insuffisante	Mettre en place un système de classement et d'archivage structuré respectant la logique chronologique des documents.	Exercice budgétaire 2015.	Non budgétisation de l'activité.
Dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés et non application des pénalités de retard.	Appliquer les pénalités de retard en cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés ou rédiger une note technique explicative en cas de non application de cette disposition.	Immédiat.	Aucun.
Mauvaise qualité des équipements fourniture de matériels informatiques logiciels et consommables (onduleurs non fonctionnels lors du passage de la mission).	S'assurer que les membres de la commission de réception acceptent des équipements conformes au contrat.	Immédiat.	Aucun.
Les travaux de construction d'un complexe immobilier INPS (Ex SOMIEX) R+5 avec sous-sol à Bamako Lot1 et Travaux de construction d'un complexe immobilier INPS (Ex SOMIEX) R+5 avec sous-sol à Bamako Lot2 Electricité.	Achever les travaux en cours en exigeant la livraison ou la résiliation du marché relatif au Lot 3 (Menuiseries et faux plafond)	Fin exercice budgétaire 2014.	Aucun.
Non disponibilité des informations sur les marchés.	Mettre en place les documents des marchés qui n'en ont pas.	Immédiat.	Aucun.



Ministère de l'Agriculture

CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ECHEANCE	FACTEURS DE RISQUE
Informations difficiles à réunir, incomplètes et d'une qualité insuffisante.	Mettre en place un système de classement et d'archivage structuré respectant la logique chronologique des documents.	Exercice budgétaire 2015.	Non budgétisation de l'activité.
Dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés et non application des pénalités de retard.	Appliquer les pénalités de retard en cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés ou rédiger une note technique explicative en cas de non application de cette disposition.	Immédiat.	Aucun.
Absence de documents importants indispensables pendant ou à la fin de l'exécution des marchés de travaux et de fournitures.	Exiger le plan d'exécution, de recollement et les rapports de chantier, les procès-verbaux de réception provisoire et finale, les documents par rapport aux marchés de fournitures.	Immédiat.	Aucun.
Qualité très insuffisante des travaux exécutés (mauvaise finition, apparition de fissures à certains endroits etc.).	Assurer la qualité des travaux exécutés par le recrutement d'un bureau (externe) ou d'une structure (interne) de contrôle.	Fin exercice budgétaire 2014.	Disponibilité de compétence au niveau interne ou recrutement d'un bureau d'études externe (Insuffisance des ressources financières, problème d'inscription budgétaire).
Pas de réception technique pour les marchés après le délai contractuel prévu à cet effet.	Procéder systématiquement aux réceptions provisoires de tous les marchés concernés.	Immédiat.	Aucun.
Pas de procès-verbaux de réception des motos de la part des bénéficiaires.	Permettre un constat physique des motos au niveau de leurs bénéficiaires tout en mettant les procès-verbaux à disposition.	Immédiat.	Aucun.
Pas de document justifiant l'absence de deux des quatre Pick Up achetés pour les Directions Régionales du Génie Rural	Justifier leur absence	Immédiat.	Aucun.
Absence de 44 GPS à la Cellule de Planification et de Statistique, Absence de procès-verbaux de livraison des 250 GPS à leurs bénéficiaires.	Mettre les 44 GPS en place. Fournir les preuves de réception des 250 GPS par leurs bénéficiaires.	Immédiat.	Aucun.



Office de Radio et Télévision Malienne

CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ECHEANCE	FACTEURS DE RISQUE
Informations difficiles à réunir, incomplètes et d'une qualité insuffisante.	Mettre en place un système de classement et d'archivage structuré respectant la logique chronologique des documents.	Exercice budgétaire 2015.	Non budgétisation de l'activité.
Dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés et non application des pénalités de retard.	Appliquer les pénalités de retard en cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés ou rédiger une note technique explicative en cas de non application de cette disposition.	Immédiat.	Aucun.
Absence de documents importants indispensables pendant ou à la fin de l'exécution des marchés de travaux et de fournitures.	Exiger le plan d'exécution, de recollement et les rapports de chantier, les procès-verbaux de réception provisoire et finale, les documents par rapport aux marchés de fournitures.	Immédiat.	Aucun.
Manque de documents pour certains marchés	Mettre en place les documents manquants des marchés.	Immédiat	Aucun.
Qualité très insuffisante des travaux exécutés (mauvaise finition, apparition de fissures à certains endroits etc.).	Assurer la qualité des travaux exécutés par le recrutement d'un bureau (externe) ou d'une structure (interne) de contrôle.	Fin exercice budgétaire 2014.	Disponibilité de compétence au niveau interne ou recrutement d'un bureau d'étude externe (Insuffisance des ressources financières, problème d'inscription budgétaire).

CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ECHEANCE	FACTEURS DE RISQUE
Informations difficiles à réunir, incomplètes et d'une qualité insuffisante.	Mettre en place un système de classement et d'archivage structuré respectant la logique chronologique des documents.	Exercice budgétaire 2015.	Non budgétisation de l'activité.
Dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés et non application des pénalités de retard.	Appliquer les pénalités de retard en cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés ou rédiger une note technique explicative en cas de non application de cette disposition.	Immédiat.	Aucun.
Absence de documents importants indispensables pendant ou à la fin de l'exécution des marchés de travaux et de fournitures.	Exiger le plan d'exécution, de recollement et les rapports de chantier, et les procès-verbaux de réception provisoire et finale, les documents par rapport aux marchés de fournitures.	Immédiat.	Aucun.
Manuels scolaires en stock dans le magasin.	Mettre les manuels scolaires à la disposition des bénéficiaires.	Immédiat.	Aucun.
Sur 13 véhicules 4X4 achetés, la mission n'a pu voir que 3.	Justifier l'existence de ces véhicules en leur lieu d'affectation.	Immédiat.	Aucun.



Commissariat à la Sécurité Alimentaire

CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ECHEANCE	FACTEURS DE RISQUE
Information difficile à réunir, incomplète et d'une qualité insuffisante.	Mettre en place un système de classement et d'archivage structuré respectant la logique chronologique des documents.	Exercice budgétaire 2015.	Non budgétisation de l'activité et/ou absence d'expertise en archivage au niveau interne.
Coût très élevé des acquisitions des véhicules : Land cruiser 4x4, Hilux double cabine Pick Up et la Berline.	Organiser la concurrence la plus large possible afin d'obtenir un rapport qualité/prix avantageux pour l'Administration, justifier le coût d'acquisition des trois véhicules concernés.	Immédiat.	Aucun.
Absence de documents permettant de reconstituer l'historique de l'exécution des travaux de construction (PV réception provisoire/définitive ; plan d'exécution, plan de recollement...).	Idem recommandation sur le système de classement et d'archivage.	Immédiat.	Absence de bureau de contrôle.
Pas de bureau d'études dans la plupart des marchés pour le contrôle de l'exécution des travaux.	Prévoir la présence d'un bureau de contrôle et de suivi (interne ou externe) lors de l'exécution des marchés de travaux.	Immédiat.	Non disponibilité de ressources financières ou non programmation budgétaire.
Hangar non conforme à la commande, dallage trop dégradé.	Ne réceptionner que les réalisations conformes à la commande.	Immédiat.	Aucun.



Mairie Commune III

CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ECHEANCE	FACTEURS DE RISQUE
Informations difficiles à réunir, incomplètes et d'une qualité insuffisante.	Mettre en place un système de classement et d'archivage structuré respectant la logique chronologique des documents.	Exercice budgétaire 2015.	Non budgétisation de l'activité ou inexistence de compétence interne.
Dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés (de 270 jours dans certains cas) et non application des pénalités de retard.	Appliquer les pénalités de retard en cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés ou rédiger une note technique explicative en cas de non application de cette disposition.	Immédiat.	Aucun.
Absence de documents importants indispensables pendant ou à la fin de l'exécution des marchés de travaux.	Exiger le plan d'exécution, de recollement, les rapports de chantier, et les procès-verbaux de réception provisoire et finale.	Immédiat.	Aucun.
Absence de spécifications techniques des fournitures dans la plupart des dossiers de consultation des marchés de fournitures.	Indiquer dans les dossiers de consultation les spécifications techniques des fournitures à acquérir afin de faciliter le contrôle a posteriori entre le prévu et le réalisé.	Immédiat.	Aucun.
Pas de bureau d'études pour le contrôle de l'exécution des travaux.	Prévoir la présence d'un bureau de contrôle et de suivi (interne ou externe) lors de l'exécution des marchés de travaux.	Immédiat.	Non disponibilité de ressources financières ou non programmation budgétaire.
Aucune information n'est disponible sur le marché de Rénovation du bâtiment du CNIES affecté au SDSSES de la Commune.	Mettre en place toute la documentation sur ce marché.	Immédiat.	Aucun.



Direction Régionale du Budget de Koulikoro

CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ECHEANCE	FACTEURS DE RISQUE
Informations difficiles à réunir, incomplètes et d'une qualité insuffisante.	Mettre en place un système de classement et d'archivage structuré respectant la logique chronologique des documents.	Exercice budgétaire 2015.	Non budgétisation de l'activité.
Dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés et non application des pénalités de retard.	Appliquer les pénalités de retard en cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés ou rédiger une note technique explicative en cas de non application de cette disposition.	Immédiat.	Aucun.
Absence de documents importants indispensables pendant ou à la fin de l'exécution des marchés de travaux et de fournitures.	Exiger le plan d'exécution, de recollement et les rapports de chantier, et les procès-verbaux de réception provisoire et finale, les documents par rapport aux marchés de fournitures.	Immédiat.	Aucun.
Manque de documents pour certains marchés.	Mettre en place les documents manquants des marchés.	Immédiat.	Aucun.
Qualité très insuffisante des travaux exécutés (mauvaise finition, apparition de fissures à certains endroits etc.).	Assurer la qualité des travaux exécutés par le recrutement d'un bureau (externe) ou d'une structure (interne) de contrôle.	Fin exercice budgétaire 2014.	Disponibilité de compétence au niveau interne ou recrutement d'un bureau d'études externe (Insuffisance des ressources financières, problème d'inscription budgétaire).
Réserves formulées par la commission de réception.	Procéder à la levée des réserves formulées.	Immédiat.	Aucun.



Ministère de l'Economie et des Finances

CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ECHEANCE	FACTEURS DE RISQUE
Informations difficiles à réunir, incomplètes et d'une qualité insuffisante.	Mettre en place un système de classement et d'archivage structuré respectant la logique chronologique des documents.	Exercice budgétaire 2015.	Non budgétisation de l'activité.
Dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés et non application des pénalités de retard.	Appliquer les pénalités de retard en cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des marchés ou rédiger une note technique explicative en cas de non application de cette disposition.	Immédiat.	Aucun.
Absence de documents importants indispensables pendant ou à la fin de l'exécution des marchés de travaux et de fournitures.	Exiger le plan d'exécution, de recollement et les rapports de chantier, les procès- verbaux de réception provisoire et finale, les documents par rapport aux marchés de fournitures.	Immédiat.	Aucun.
Manque de documents pour certains marchés.	Mettre en place les documents manquants des marchés.	Immédiat.	Aucun.
Travaux en cours, délai contractuel dépassé.	Procéder à la finalisation des travaux dans le plus bref délai.	Immédiat.	Aucun.
Coût d'acquisition des véhicules assez élevé.	Procéder à une large ouverture de la concurrence.	Immédiat.	Aucun.
Certains marchés non audités techniquement.	Permettre l'audit physique des marchés qui n'ont pas fait l'objet.	Immédiat.	Aucun.



**ANNEXE 4. LISTE DES MARCHES AUDITES POUR CHAQUE
AUTORITE CONTRACTANTE**



Université de Bamako

N° ORDRE	N° DU MARCHE	INTITULE DU MARCHE	NATURE	MODE DE PASSATION	TITULAIRE	MONTANT
01	0919/DGMP 2010	Fourniture d'un véhicule 4 X 4 Station wagon et de trois (03) voitures berline pour l'Université de Bamako.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	Société Coulibaly et Frères	96 947 941 FCFA
02	10-29/UB - SF	Fourniture de machine à écrire électrique à l'IUG de l'Université de Bamako.	Fournitures	Cotation	Minata Sangaré	24 780 000 FCFA TTC
03	10-72/UB SF	Achat de consommables informatiques pour le PFF de l'Université de Bamako.	Fournitures	Cotation	Global Business - Sarl	24 898 000 FCFA TTC
04	10-62/UB-SF	Achat d'ordinateurs portables pour le PFF de l'Université de Bamako.	Fournitures	Cotation	Global Business - Sarl	24 800 000 FCFA TTC
05	10-24/UB – R/SF	Achat de fournitures de bureau pour le Rectorat de l'Université de Bamako.	Fournitures	Cotation	Global Business - Sarl	22 206 420 FCFA
06	0640 /DGMP 2010	Travaux de réhabilitation et de surélévation de R+ 1 à R+ 2 bloc pédagogique B (milieu) de la FAST de l'Université de Bamako.	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	E/Se Sambou Coulibaly	249 683 688 FCFA TTC
07	1095/UB-SF	Travaux de menuiserie et de peinture dans les Amphi de 1000 et de 650 places de l'Université de Bamako.	Travaux	Cotation	E/Se Bamady Keita	24 803 984 FCFA



Mairie de la Commune VI du District de Bamako

N° ORDRE	N° DU MARCHÉ	INTITULE DU MARCHÉ	NATURE	MODE DE PASSATION	TITULAIRE	MONTANT
01	156 M CVI – DB/10	Fourniture de matériels informatiques et de bureaux.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	Entreprise SENO-BTP	13 155 700 FCFA HT
02	0026 M – CVI/DB	Travaux restants de la construction de 6 salles de classes 2 bureaux - magasin.	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	Entreprise Sahel - Construction	23 330 858 FCFA HT
03	027 M CVI/DB	Travaux de construction de 3 salles de classes bureau, magasin, et bloc de latrines.	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	Entreprise Sahel - Construction	12 707 510 FCFA HT



Mairie du District de Bamako

N° ORDRE	N° DU MARCHÉ	INTITULE DU MARCHÉ	NATURE	MODE DE PASSATION	TITULAIRE	MONTANT
01	035/2010-MDB	Achat d'ordinateurs et accessoires pour la Direction des Financière.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	Amadou BATHILY	4 130 000 FCFA TTC
02	004 2010/MD	Construction d'un exutoire à Badalabougou prolongement Rue 97 (Canal Abdel Naser).	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	GIE LINGUERE	24 938 000 FCFA TTC
03	0126/2010-MDB	Achat d'ordinateurs et ses accessoires pour la Section Approvisionnement (pas accès donc pas de photos.)	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	EMACIGI	1 675 600 FCFA TTC

Ministère de la Santé

N° ORDRE	N° DU MARCHÉ	INTITULE DU MARCHÉ	NATURE	MODE DE PASSATION	TITULAIRE	MONTANT
01	0945 DGMP 2010	Fourniture de 20 PICK UP pour le Ministère de la Santé.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	LA Malienne de l'Automobile	303 360 000 FCFA TTC
02	0931 DGMP P 2010	Travaux de construction du Centre de Santé de Référence de la Commune II du District de Bamako.	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	ETAF SARL	699 201 300 FCFA TTC



Hôpital Gabriel Touré

N° ORDRE	N° DU MARCHÉ	INTITULE DU MARCHÉ	NATURE	MODE DE PASSATION	TITULAIRE	MONTANT
01	005 /MS - HGT- 2010	Fourniture d'un reprographe AGFA (DRYSTAR 5503) pour le service d'accueil des urgences.	Fournitures	Contrat	CISSE TECHNOLOGIE SARL (CTECH)	24 993 000 FCFA TTC
02	1103 DGMP 2010	Fourniture et installation d'équipements pour la Gynéco-obstétrique.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	CISSE TECHNOLOGIE SARL (CTECH)	152 620 505 FCFA TTC
03	0023 MS-HGT 2010	Fourniture de photocopieur multifonctionnelle marque CANON GF, copieur multifonctionnelle avec scanner marque CANON PF et imprimante couleur multifonctionnelle avec scanner et photo.	Fournitures	Contrat	DD CG COMMERCE GENERAL	16 343 000 FCFA TTC
04	0074 /MS DGMP 2010	Divers travaux de génie civil (aménagement).	Travaux	Contrat	BEGNE NIARE	6 264 431 FCFA TTC
05	0075 /MS-HGT- 2010	Travaux d'aménagement des entrées et la construction d'une salle de garde à la morgue.	Travaux	Contrat	BEGNE NIARE	9 427 942 FCFA TTC
10	0076 /MS-HGT- 2010	Travaux de clôture et d'aménagement d'un dépôt pour les déchets	Travaux	Contrat	BEGNE NIARE	5 262 322 FCFA TTC
11	0100 DGMP 2010	Fourniture et installation d'équipements pour la Gynéco-obstétrique.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	CISSE TECHNOLOGIE SARL (CTECH)	152 000 000 FCFA TTC
12	0070 /MS - CHUGT- 2010	Etudes architecturales et techniques des travaux de réhabilitation et d'extension des blocs opératoires.	Prestation Intellectuelle	Contrat	ARCHITOP	9 925 000 FCFA TTC



Centre Hospitalier Universitaire du Point G

N° ORDRE	N° DU MARCHÉ	INTITULE DU MARCHÉ	NATURE	MODE DE PASSATION	TITULAIRE	MONTANT
01	0065/2010	Travaux d'aménagement des alentours du nouveau service des maladies infectieuses de l'Hôpital du Point G.	Travaux	Contrat	CHEICK CONSTRUCTION	24 983 175 F CFA TTC
02	0056 DSMP 2010	Fourniture et installation d'un échographe et la formation des utilisateurs et des maintenanciers à l'Hôpital du Point G.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	CTECH CISSE Technologie	65 000 000 FCFA TTC
03	0034/2010	Fourniture de bureau à l'Hôpital du Point G.	Fournitures	Non disponible	MAMADOU SEYBA TAORE	9 823 500 FCFA TTC
04	0192/2010	Fourniture de mobiliers de bureau à l'hôpital du point G	Fournitures	Non disponible	BODY DISTRIBUTION SARL	20 010 000 FCFA HT
05	0010/2010	Travaux et réparation à l'hôpital Point G.	Travaux	Contrat	KONATE FATOUMATA SYLLA	9 103 700 FCFA TTC
06	0178/2010	Travaux de réhabilitation des salles au pavillon dolo.	Travaux	Contrat	FINTEL SARL	6 586 126 FCFA TTC
07	0408DGMP 2010	Travaux de construction d'un nouveau bâtiment R+1 pour le Service de Neurologie à l'Hôpital du Point G	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	ECONI	506 634 500 FCFA TTC
08	0098/DGMP 2010	Fourniture d'un écho cœur et accessoire à l'Hôpital du Point G la formation des utilisateurs et des maintenanciers de l'Hôpital.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	PROMO - SANTE - SARL	136 000 000 F CFA TTC



Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales

N° ORDRE	N° DU MARCHÉ	INTITULE DU MARCHÉ	NATURE	MODE DE PASSATION	TITULAIRE	MONTANT
01	0220 - DGMP - 2010	Fourniture de 60 véhicules 4x4 station wagon.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	CFAO Motors	2 216 019 240 FCFA TTC
02	0066 - DGMP - 2010	Fourniture d'un groupe électrogène au profit du MATCL.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	SPICE Sarl	51 452 962 FCFA TTC
03	0043 / 2010 - MATCL - DAF - DME	La formation en LINUX des agents du MATCL.	Prestations Intellectuelles	Information Indisponible	GENERAL COMPUTECH	5 664 000 FCFA TTC
04	0644 / 2010 - MATCL - DAF - DME	Travaux de réhabilitation des bureaux annexes de la Maison des Aînés.	Travaux	Information Indisponible	KARAN ENTREPRISE	20 278 771 FCFA TTC
05	0668 / 2010 - MATCL - DAF - DME	Travaux de dallage du MATCL.	Travaux	Information Indisponible	I.F.E BTP SARL	5 614 440 FCFA TTC



Ministère de l'Energie et de l'Eau

N° ORDRE	N° DU MARCHE	INTITULE DU MARCHE	NATURE	MODE DE PASSATION	TITULAIRE	MONTANT
01	0453 DGMP 2010	Travaux d'urgence d'approvisionnement en eau potable des quartiers périphériques de Bamako « Lot 3) : Réalisation d'une adduction d'eau sommaire à Doumanzana (Commune I) ».	Travaux	Entente Directe	Entreprise SACE	126 094 184 FCFA TTC
02	0296 DGMP 2010	Travaux d'urgence d'approvisionnement en eau potable de la ville de Kidal.	Travaux	Entente Directe	HYDROSAHEL	1 156 845 662 FCFA TTC
03	1033 – DGMP – 2010	Fourniture de deux (2) véhicules 4X4 tout terrain station wagon diesel/ climatisés et trois véhicules 4x4 Tout Terrain/Pick-Up double cabines diesel/ climatisés pour le compte de la Direction Nationale de l'Energie dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Interconnexion Electrique Mali-Côte d'Ivoire.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	ETS BABOUYA SYLLA	175 230 000 FCFA TTC
04	1035 – DGMP - 2010	Acquisition de deux véhicules 4x4 tout terrain diesel station wagon et d'un véhicule 4x4 tout terrain Double Cabines Diesel pour le compte du Projet d'Aménagement de Taoussa.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	ETS BABOUYA SYLLA	131 570 000 FCFA TTC
05	037 / DAF – MEE – 2010	Travaux de réfection des bâtiments de l'Autorité pour l'Aménagement de Taoussa.	Travaux	Cotation	Entreprise Minata BTP	19 804 413 FCFA TTC
06	048 / DAF – MEE – 2010	Travaux de Cloisonnement de bureau de l'Autorité pour l'Aménagement de Taoussa.	Travaux	Cotation	MINATA BTP	24 673 468 FCFA TTC
07	036 / DAF – MEE – 2010	Travaux de réhabilitation de la Direction Administrative et Financière.	Travaux	Cotation	COMACO	16 459 388 FCFA TTC



Ministère de l'Équipement et des Transports

N° ORDRE	N° DU MARCHÉ	INTITULE DU MARCHÉ	NATURE	MODE DE PASSATION	TITULAIRE	MONTANT
01	0428/DGMP-2010	Marché relatif au contrôle et la surveillance des travaux d'aménagement en 2x2 voies avec un revêtement en béton bitumineux (BB) de la voie d'accès au site du nouvel hôpital de Yirimadio pour le compte de la Direction Nationale des Routes.	Prestations Intellectuelles	Appel d'Offres Restreint	MGCI	94 289 250 FCFA TTC
02	0461/DGMP-2010	Marché relatif aux travaux de construction de la voie d'accès au site du nouvel Hôpital de Yirimadio pour le compte de la Direction Nationale des Routes.	Prestations Intellectuelles	Appel d'Offres Ouvert	EMGK	3 185 397 555 FCFA HTTC
03	S/N	Travaux de construction de la clôture du MET.	Travaux	Cotation	SAMDESFA SARL	23 316 889 FCFA TTC
04	312	Travaux supplémentaires à la DNR.	Travaux	Cotation	Entreprise Ali Hassane DIAKITE	5 310 000 FCFA TTC



Institut Nationale de Prévoyance Sociale

N° ORDRE	N° DU MARCHÉ	INTITULE DU MARCHÉ	NATURE	MODE DE PASSATION	TITULAIRE	MONTANT
01	0403 - DGMP - 2010	Construction de complexe immobilier ex SOMIEX.	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	CHECEC	2 229 762 172 FCFA TTC
02	0882 - DGMP - 2010	Travaux de badigeonnage des structures de l'INPS.	Travaux	Entente Directe	DENTAL CONSTRUCTIO N SARL	150 472 420 FCFA TTC
03	0675 - DGMP - 2010	Fourniture de matériels informatiques, logiciels et consommables.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	IMPACT DEV	16 048 000 FCFA TTC
04	0763 - DGMP - 2010	Fourniture de matériels informatiques, logiciels et consommables.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	BONNEDIV	25 902 200 FCFA TTC
05	0899 - DGMP - 2010	Acquisition de fournitures et consommables de bureau, imprimés et films pour appareils photos.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	AFRIQUE AUTO	106 188 259 FCFA TTC
06	144 - DGMP - 2010	Travaux d'aménagement DRE.	Travaux	Information Indisponible	DENTAL	24 350 000 FCFA TTC



Ministère de l'Agriculture

N° ORDRE	N° DU MARCHÉ	INTITULE DU MARCHÉ	NATURE	MODE DE PASSATION	TITULAIRE	MONTANT
01	0284/DGMP/2010	Travaux d'aménagement hydro agricoles/plaines de Daye, Hamadja et Korioumé lot 4.	Travaux	Appel d'Offres Ouvert International	CGC	1 047 829 380 FCFA
02	0285/DGMP/2010	Travaux d'aménagement hydro agricoles/plaines de Daye, Hamadja et Korioumé lot 3.	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	CGC	182 856 000 FCFA HT/HD
03	0286/DGMP/2010	Travaux d'aménagement hydro agricoles et plaine de Daye, Hamadja et Korioumé Lot 1.	Travaux	Appel d'Offres Ouvert International	CGC	1 472 824 530 FCFA HT/HD
04	0288/DGMP/2010	Travaux d'aménagement hydro agricoles des plaines de Daye Hamadja et Korioume.	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	E/SE Générale des Travaux Publics	1 795 883 357 FCFA
05	1128/DGMP/2010	Acquisition de Trois Cent 300 GPS dans le cadre de l'enquête agricole de conjoncture.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	Compagnie Malienne de Distribution	127 944 000 FCFA
06	0166/DGMP/2010	Fourniture de 250 motos et 1véhicule léger pour la DNA.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	Ets BABOUYA SYLLA	173 359 700 FCA TTC
07	0161/DGMP/2010	Construction d'un bâtiment à usage de bureaux R+1.	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	E/SE Bamakoise de construction	197 053 888 FCA TTC
08	0330/DGMP/2010	Réalisation de la plaine olé de Fourou. Commune rurale de Fourou, Cercle de Kadiolo dans la région de Sikasso lot N°4.	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	E/SE KAKOULE TRAORE TRAVAUX	96 135 750 FCA TTC



Audit des procédures de l'exécution physique des marchés passés par les Autorités Contractantes au titre de l'exercice budgétaire 2010

Office de Radiodiffusion Télévision du Mali

N° ORDRE	N° DU MARCHÉ	INTITULE DU MARCHÉ	NATURE	MODE DE PASSATION	TITULAIRE	MONTANT
01	0445 DGMP 2010	Fourniture de Véhicules Toyota Land Cruiser GX Station Wagon.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	CFAO Motors	162 000 000 FCFA TTC
02	0446 DGMP 2010	Fourniture de Véhicules Toyota Hilux 4x4 Double Cabines.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	CFAO Motors	162 000 000 FCFA TTC
03	0764 DGMP 2010	Fourniture de 16 Groupes Electrogène moyens.	Fournitures	Appel d'Offres Restreint	Sté Niaré Froid SARL	169 833 270 FCFA TTC
04	1105 DGMP 2010	Acquisition d'un Car Régie Audio de Production, de Reportage avec liaison HF pour le Direct et de Sonorisation.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert International	I.E.C.	364 197 020 FCFA TTC
05	1178 DGMP 2010	Acquisition d'un Car Régie Vidéo (OB-VAN) de douze Caméras Numériques haute Définition avec Deux Systèmes de ralenti et une liaison Faisceau Hertzien.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert International	VALERIO MAIOLI	2 651 431 433 FCFA TTC
06	0131 DGMP 2010	Fourniture de Produits Informatiques.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	Almoustapha Sanogo	51 011 300 FCFA TTC
07	non indiqué	Acquisition de PC Micro- ordinateurs Complet et Accessoires.	Fournitures	non indiqué	LASSENOU KONE	3 768 000 F CFA TTC
08	non indiqué	Fourniture de Mobiliers de Bureaux, Imprimantes HP laser Jet et des Magnétophones avec Lecteur CD pour l'ORTM.	Fournitures	non indiqué	Aly DANTE	2 023 700 F CFA TTC
09	non indiqué	Fourniture de Mobilier LMD Sony 1530W, Téléviseur de Réception Samsung 14" et lecteur CD.	Fournitures	non indiqué	Bakara FOMBA	14 891 600 F CFA TTC



Audit des procédures de l'exécution physique des marchés passés par les Autorités Contractantes au titre de l'exercice budgétaire 2010

10	non indiqué	Fourniture de Mobiliers et Equipement de Bureau.	Fournitures	non indiqué	Danfaga KEITA	2 867 400 F CFA TTC
11	non indiqué	Fourniture de Lecteurs Beta SP Sony PVW -2600 pour l'ORTM.	Fournitures	non indiqué	Dramane NIMAGA	17 169 000 F CFA TTC
12	0310 DGMP 2010	Cloisonnement de la grande Salle de Production par fourniture et pose de menuiserie Aluminium plus verre Aluminium laqué Blanc de la salle Aïssata CISSE.	Travaux	Contrat	AGUI SARL	3 677 293 FCFA TTC
13	non indiqué	Fourniture de Mobiliers et Equipement de Bureau.	Fournitures	non indiqué	Danfaga KEI	2 867 400 F CFA TTC



Ministère de l'Education de l'Alphabétisation et des Langues Nationales

N° ORDRE	N° DU MARCHE	INTITULE DU MARCHE	NATURE	MODE DE PASSATION	TITULAIRE	MONTANT
01	1056/DGMP/2010	Acquisition de 13 véhicules 4X4 ,6 cylindres.	Fourniture	Appel d'Offres Ouvert	Ets Cheicknè SYLLA	412 646 000 FCFA TTC
02	0566/DGMP/2010	Achat et livraison sur site des manuels scolaires.	Fourniture	Entente Directe	Editions MANDING	714 508 266 FCFA TTC
03	0999/DGMP/2010	Approvisionnement en cahiers des établissements d'Enseignement Secondaire Général, Technique et Professionnel.	Fourniture	Appel d'Offres National	Graphique Industrie SA	1 770 000 000 FCFA TTC



Commissariat à la Sécurité Alimentaire

N° ORDRE	N° DU MARCHÉ	INTITULE DU MARCHÉ	NATURE	MODE DE PASSATION	TITULAIRE	MONTANT
01	01 DGMP 2010	Fourniture de véhicules : 01 Toyota Land Cruiser, 01 Hilux et 01 Corolla	Fournitures	Appel d'offres Restreint	CFAO MOTORS MALI	145 250 000 FCFA TTC
02	CS 058 2010	Travaux de peinture de la Direction des Projets PAM. (2010)	Travaux	Non indiqué	MAS Trading SARL	8 999 768 FCFA TTC
03	CS 80 2010	Travaux de construction d'un hangar et de dallage du garage du CSA.	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	Mahadou KANTE	1 336 096 FCFA TTC
04	Non indiqué	Réparation des véhicules Toyota Land Cruiser SW n° 6738 BIT et 6739 BIT du CSA. (2010)	Services	Non indiqué	SOBIF SARL	4 802 399 FCFA TTC
05	Non indiqué	Fourniture de pièces de rechange pour véhicule TOYOTA Land Cruiser n° 6738 BIT. (2010)	Fournitures	Non indiqué	Danfaga KEÏTA	4 589 020 FCFA TTC



Mairie Commune III

N° ORDRE	N° DU MARCHÉ	INTITULE DU MARCHÉ	NATURE	MODE DE PASSATION	TITULAIRE	MONTANT
01	014 -2010 M- CIII/DB/10	Fourniture d'équipements de bureau à la Mairie.	Fournitures	Non disponible	GEMABAT	7 780 805 FCFA HT
02	0012 - M- CIII/DB	Travaux de couverture en béton et maçonnerie, Rez de chaussé CIII.	Travaux	Non disponible	Entreprise Ba construction	6 500 000 FCFA HT
03	Non disponible	Travaux de rénovation du bâtiment du CNIES affecté au SDSES de la Commune.	Travaux	Non disponible	ENTREPRISE ALASSANE MAIGA	5 382 570 F CFA TTC



Direction Régionale du Budget de Koulikoro

N° ORDRE	N° DU MARCHÉ	INTITULE DU MARCHÉ	NATURE	MODE DE PASSATION	TITULAIRE	MONTANT
01	0001 /DRMP –DSP 2010 Koulikoro	Travaux de réfection d'embellissement des bâtiments la réalisation d'accotement de voies et les réparations diverses dans la région de Koulikoro dans le cadre du cinquantenaire de l'indépendance (Kati, Kolokani).	Travaux	Entente Directe	Entreprise EWADIS SARL	102 421 542 FCFA TTC
02	0002 /DRMP –DSP 2010 Koulikoro	Travaux de réfection d'embellissement des bâtiments la réalisation d'accotement de voies et les réparations diverses dans la région de Koulikoro dans le cadre du cinquantenaire de l'indépendance (Dioïla).	Travaux	Entente Directe	Entreprise BAKIS	101 866 692 FCFA TTC
03	006 /DRMP –DSP 2010 Koulikoro	Construction archives Direction Régionale du Budget de Koulikoro.	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	Entreprise EWADIS SARL	53 646 741 FCFA TTC
04	10-011	Fourniture matériels informatique contrat simplifié/A.E de Kati.	Fournitures	non indiqué	non indiqué	19 470 000 FCFA TTC
05	N° 10-50	Fourniture d'accès internet contrat simplifié / IPR/IFRA.	Fournitures	non indiqué	non indiqué	12 275 000 FCFA TTC
06	non indiqué	Contrat de fourniture d'accès internet.	Fournitures	non indiqué	non indiqué	24 550 000 FCFA TTC



Ministère de l'Economie et des Finances

N° ORDRE	N° DU MARCHE	INTITULE DU MARCHE	NATURE	MODE DE PASSATION	TITULAIRE	MONTANT
01	Non disponible	Fourniture de produits alimentaires et d'entretien.	Fournitures	Non disponible	ETS ASSANATOU SACKO	1 039 580 FCFA TTC
02	Non disponible	Fourniture de mobilier de bureau et réfrigérateur.	Fournitures	Non disponible	ABOU DIAWARA	22 715 000 FCFA TTC
03	0933/DGMP 2010	Fourniture de 17 véhicules tout terrain Pick up lot 1 p/c de la DGD.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	SERA MALI	461 465 000 FCFA TTC
04	0960/DGMP 2010	Achat d'équipement Informatiques et matériels de bureau.	Fournitures	Appel d'Offres Ouvert	GIH	111 850 290 FCFA TTC
05	Non disponible	Convention relative aux travaux de construction de salles d'archives sises au Transit Administratif de BKO ;	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	ISSA YARA	150 000 000 FCFA TTC
06	0459 DGMP 2010	Fourniture et pose de portes en bois importées à l'Immeuble Hôtel du Plan	Fournitures	Entente Directe	BTCG	109 616 100 FCFA TTC
07	091 – 2010 – IP	Fourniture de matériels informatiques à la DAF du Ministère de l'Économie et des Finances pour le compte de la CAISEF	Fournitures	Non disponible	GIH- INFORMATIQUE	21 617 142 FCFA TTC